

Unité départementale de la Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 10/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS Fives Nordon ACPP

178, route du Petit Parc - BP 50233
Z.I. de Digulleville
La Hague
50442 La Hague

Références : 2024-390
Code AIOT : 0005301980

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2024 dans l'établissement SAS Fives Nordon ACPP implanté 178, route du Petit Parc - BP 50233 Z.I. de Digulleville La Hague 50442 La Hague. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervient dans le cadre du suivi de la situation administrative très particulière d'un site comportant 2 exploitants, dont l'un est un mandataire judiciaire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS Fives Nordon ACPP

- 178, route du Petit Parc - BP 50233 Z.I. de Digulleville La Hague 50442 La Hague
- Code AIOT : 0005301980
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Spécialisée dans les projets complexes de chaudronnerie, tuyauterie, et mécano-soudage, Fives Nordon ACPP est un partenaire privilégié des grands donneurs d'ordres nationaux, des secteurs du nucléaire et de la défense.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 30/05/2024, article R181-47, R512-74 et R516-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-39-1-I	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-39-1-II	Sans objet
3	Usage futur	Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-39-3-I	Sans objet
4	Réhabilitation	Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-39-1-II	Sans objet
5	Rapport de Base	Code de l'environnement du 30/05/2024, article L515-30/R515-59/75&81	Sans objet
6	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 30/05/2022, article R.512-39-3-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de mise en sécurité, voire de réhabilitation, de l'atelier de traitement de surfaces de l'ex-société ACPP, confiés à un mandataire judiciaire ayant la qualité de dernier exploitant, ont été correctement réalisés. La réhabilitation à usage industriel de cet atelier, prédispose à sa reprise. Le changement d'exploitant au profit de Fives Nordon ACPP reste à déclarer, après s'être affranchi des contraintes liées au code du commerce.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-39-1-I
Thème(s) : Situation administrative, Déclaration
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci
Constats : La société ACPP a exploité jusqu'en 2021 à Beaumont Hague, un atelier de travail mécanique des métaux et de traitement de surfaces, régulièrement autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation de 1986. Elle a bénéficié en 2009, puis 2012, de deux arrêtés préfectoraux pris en application de la directive européenne 2008/1/CE du 15 janvier 2008, dite directive IPPC. Seule l'activité traitement de surfaces relevait de cette directive. A l'abrogation de la directive IPPC, par la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite directive IED, l'atelier de traitement de surfaces est devenu une installation IED existante, relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées, avec bénéfice de l'antériorité. En mai 2021, la société ACPP a été liquidée par jugement du tribunal de commerce, avec plan de reprise partiel au profit de la société Fives Nordon. Seul le travail mécanique des métaux a été repris par cette dernière, le traitement de surfaces étant, lui, dévolu à un mandataire liquidateur. Five Nordon a informé l'autorité administrative de cette reprise partielle d'activité en juillet 2021, en déclarant parallèlement à la préfecture le changement d'exploitant de l'établissement. Le mandataire liquidateur, devenu le dernier exploitant de l'atelier de traitement de surfaces, a déclaré la cessation d'activité en septembre 2021. La procédure de cessation d'activité de l'atelier de traitement de surfaces de l'ex-ACPP, ayant été initiée avant le 1 ^{er} juin 2022, est à instruire selon les règles en vigueur avant cette date.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-39-1-II
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation, limitation des risques
Prescription contrôlée :

<p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Confiée à une entreprise spécialisée, les travaux de mise en sécurité ont été réalisés du 16 mai au 13 juin 2022, sur ordonnance du tribunal de commerce de Rouen en date du 11 mars 2022. Ceux-ci ont consisté à vidanger les bacs de traitement, nettoyer les parois et le sol à la haute pression, et à nettoyer la tour de lavage des gaz. Cette mise en sécurité a entraîné l'évacuation de 95 tonnes de déchets divers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Usage futur

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-39-3-I</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Détermination</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p>
<p>Constats :</p> <p>L'article 1.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2012 régissant le site, précise que l'usage à prendre en compte en cas de cessation d'activité, est à vocation industrielle. Il n'y a donc pas lieu de faire application des dispositions de l'article R.512-39-2 pour déterminer cet usage.</p> <p>Le mémoire de réhabilitation réglementaire de l'atelier de traitement de surfaces de l'ex-ACPP, réalisé par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués NFX 31-620, a été présenté à l'inspection en novembre 2023, par le mandataire liquidateur agissant en qualité de dernier exploitant. Son diagnostic des sols ne fait pas état de pollution significative des terrains support d'exploitation. Ses conclusions établissent que les éléments résiduels dans les sols restent compatibles avec une utilisation industrielle.</p> <p>Situé à l'intérieur du site Fives Nordon, et abritant toujours ses anciens équipements, un usage futur à caractère industriel de l'atelier de traitement de surfaces de l'ex-ACPP est cohérent avec les dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/05/2022, article R512-39-1-II
Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation et surveillance de l'environnement
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :(...) 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Constats : Le diagnostic des sols accompagnant le mémoire de réhabilitation de l'atelier de traitement de surfaces de l'ex-ACPP, ne faisant état d'aucune pollution significative des terrains support d'exploitation, et ses conclusions établissant que les éléments résiduels dans les sols, restent compatibles avec un usage de type industriel. Il n'est pas prévu de mesure de surveillance de cette ancienne installation mise en sécurité et réhabilitée, dans son environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rapport de Base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/05/2024, article L515-30/R515-59/75&81
Thème(s) : Situation administrative, Absence
Prescription contrôlée : Article L515-30 Version en vigueur depuis le 01 mars 2017 L'état du site d'implantation de l'installation est décrit, avant sa mise en service ou, pour les installations existantes, lors du premier réexamen conduit en application de l'article L. 515-28 après le 7 janvier 2013, dans un rapport de base établi par l'exploitant dans les cas et selon le contenu minimum prévus par le décret mentionné à l'article L. 515-31. R515-59 : 3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation. Article R515-75 I. - Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et en vue de la remise du site dans son état initial, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. II. - Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges mentionnés au I, l'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu au deuxième alinéa du présent II. En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 181-43(AP) et

R. 512-39-2. R515-81 :Les installations qui, au 7 janvier 2013, sont visées par la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution et qui, à cette même date, sont en service et détiennent une autorisation ou dont les exploitants ont introduit une demande complète et régulière d'autorisation, à la condition d'être mises en service au plus tard le 7 janvier 2014, respectent les dispositions des articles R. 515-60 à R. 515-68, des II et III de l'article R. 515-70, de l'article R. 515-74 et de l'article R. 515-75 au plus tard le 7 janvier 2014.

L'exploitant adresse au préfet, avant la première actualisation des prescriptions, le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59.

Constats :

L'atelier de traitement de surfaces de l'ex-société ACPP, est une installation relevant de la directive IPPC de 2008, régulièrement autorisé par arrêtés préfectoraux d'autorisation de 1986, 2009 puis 2012. A l'abrogation de la directive IPPC, par la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dite IED, il est devenu une installation IED existante, relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées, avec bénéfice de l'antériorité.

Le rapport de base prévu à l'article R.515-59 du code de l'environnement n'est exigible qu'à la première actualisation des prescriptions applicables à l'établissement, intervenant à compter du premier réexamen conduit en application du susvisé article L. 515-28 du même code.

Les conclusions sur les MTD du BREF STM (traitement de surface procédés chimiques et électrolytiques), dont relève la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées, n'étant pas encore été publiées au journal officiel de la communauté européenne, les conditions d'application de cet article L.515-28, ne sont pas réunies. Le dossier de réexamen et le rapport de base ne sont pour le moment pas à produire.

Le mémoire de réhabilitation de l'ex-atelier de traitement de surfaces, présenté à l'inspection en novembre 2023, contient toutefois un diagnostic des sols ne faisant état d'aucune pollution significative des terrains support d'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/05/2022, article R.512-39-3-III

Thème(s) : Situation administrative, Procès verbal de récolement

Prescription contrôlée :

III. - Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.

Constats :

Le mémoire de réhabilitation de l'atelier de traitement de surfaces, présenté à l'inspection en novembre 2023, par le mandataire liquidateur agissant en qualité de dernier exploitant, ne fait pas état dans son diagnostic des sols, de pollution significative des terrains support d'exploitation.

Les conclusions de ce mémoire établissent que les éléments résiduels dans les sols restent compatibles avec une utilisation industrielle.

L'inspection du 15 mai 2024, ainsi qu'une précédente de novembre 2023, ont permis d'établir que le mandataire liquidateur avait satisfait à ses obligations réglementaires de mise en sécurité et de réhabilitation, de cette partie du site industriel de l'ex-ACPP abritant l'atelier de traitement de surfaces.

Le présent rapport d'inspection fait office pour cet atelier, de procès verbal de réalisation des travaux dont il est question à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement.

Une copie du présent rapport est adressée au mandataire judiciaire concerné.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/05/2024, article R181-47, R512-74 et R516-1

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration de transfert de l'autorisation

Prescription contrôlée :**Article R181-47**

I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.

II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.

R.512-74-II :

II.-Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

Article R516-1 :

Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :

(...)

5° Les installations soumises à autorisation au titre du 2° de l'article L. 181-1 et les installations soumises à autorisation simplifiée au titre de l'article L. 512-7, susceptibles, en raison de la nature

et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux. (...)

Constats :

La société Fives Nordon, repreneur partiel des activités de l'ex-ACPP en 2021, s'est rendue acquéreur de l'ensemble de la propriété de son site industriel en décembre 2022. Cette acquisition inclue les murs et les équipements qu'il contient y compris de l'atelier de traitement de surfaces de l'ex-ACPP dont l'exploitant est, par jugement de liquidation du tribunal de commerce du 25 mai 2021, un mandataire de justice.

Depuis lors, Fives Nordon envisage de reprendre cette activité de traitement de surfaces au même endroit. Une lettre d'intention en date du 16 mai 2024 a été adressée au mandataire.

Les démarches de changement d'exploitant entreprises par Fives Nordon, étant intervenues avant la période de 3 ans prévue à l'article R.512-74-II du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral de 2012 réglementant l'activité n'est pas caduc. Il a été constaté lors de l'inspection du 15 mai 2024, ainsi que lors d'une précédente de novembre 2023, que l'atelier en cause était toujours en place, avec ses principaux équipements dont les cuves, et que cet atelier avait été réhabilité et rendu compatible avec un usage industriel.

La déclaration de transfert d'autorisation prévue par l'article R181-47 du code de l'environnement, reste toutefois à adresser au Préfet de la Manche.

La demande d'autorisation, prévue par l'article R516-1 mentionné ci-dessus, n'est plus d'actualité, l'obligation de constitution de garanties financières pour ce type d'activité, ayant été annulée par l'article 14 de la loi Industrie verte du 23 octobre 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fives Nordon devra adresser au Préfet de la Manche, la demande de transfert d'autorisation prévue par l'article R.181-47 du code de l'environnement avec les éléments d'information nécessaires sur l'activité qui sera exercée par ce nouvel exploitant (PAC porter à connaissance).

Au préalable, Fives Nordon devra informer l'inspection dans le même délai d'un mois, des transactions qu'elle aura initiées auprès du mandataire liquidateur, pour savoir si la reprise de l'activité traitement de surfaces de l'ex-ACPP, n'est pas à envisager aux termes d'une procédure préalable de cession de fonds de commerce de gré à gré, le mandataire liquidateur étant l'exploitant pour cet atelier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois